

Corinne Bouygues
Approche de la carrière professionnelle
et des rémunérations perçues

Bref rappel de carrière

- Corinne BOUYGUES est née le 24 août 1947 à Laval.
- Mariée (le 17 juin 1969 avec Francis Gérard-Bécuwe) et mère de trois enfants (Sandra née en 1970, Frédéric né en 1972 et Stéphane né en 1973), elle débute sa carrière tardivement, en 1979 quand elle est recrutée comme chargée des relations publiques, attachée à la direction des relations extérieures de la Compagnie européenne de publications (CEP Communication).
- En 1981, elle devient directrice adjointe du service de presse du Groupe BOUYGUES. De 1986 à 1989, elle est directrice de son service des relations extérieures, puis directrice générale de la communication du groupe jusqu'en octobre 1990.
- En parallèle, elle est nommée directrice adjointe de la communication de TF1 en 1987 (sous René Tézé). Elle fut promue directrice de ce même service en février 1989. D'octobre 1989 à juin 1990, elle est directrice générale de la communication du Groupe TF1, fonction qu'elle cumule avec celles de « directrice générale fonctionnelle » de la régie TF1 Publicité, et plus tard de présidente des filiales Une Musique, Télésopping et TF1 Entreprises.
- Elle entre au conseil d'administration du groupe TF1 en juin 1993.
- Le 31 juillet 1997, elle quitte le groupe TF1 « *pour convenance personnelle* ». Elle n'a pas encore 50 ans et n'a travaillé que pendant 18 ans. En juin 1998, la presse rapporte son installation en Suisse.

Sources :

- Biographie *Société Générale de Presse et d'éditions*.
- *Les Échos*, 6 janvier 1994, « Une Musique, Corinne BOUYGUES »
- *Le Figaro*, 24 juillet 1997, « Corinne Bouygues quitte TF1 »

Approche des rémunérations

- De 1979 à 1990 Corinne Bouygues a pu percevoir un salaire de cadre supérieur.
- Elle devient administrateur de TF1 et directrice général de TF1 Publicité en juin 1993. Sur la base du Rapport Annuel 1996 de TF1, le salaire annuel moyen d'un dirigeant (il y en a 24) s'établit à +/- 3 MF brut (2,6 MF en 1995).
- En 1997, ce montant brut moyen n'est plus que de +/- 2 MF (mais il y a désormais 34 dirigeants) et il remonte à 4 MF en 2000 pour les 10 premiers dirigeants.
- Une rumeur fait état d'une indemnité de départ de 80 MF payée à Corinne Bouygues. Toutefois, ni la presse de l'époque, ni le rapport annuel 1997 du groupe TF1 ne font état d'une quelconque transaction liée à son départ.
- Celle-ci a pu néanmoins être incluse dans les provisions pour risques et charges qui augmentent considérablement sur l'exercice 1997.

6-4 RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

La rémunération versée aux 24 membres des organes de direction au cours de l'exercice 1996 s'élève à 72 117 874 francs. La composition de ces organes de direction est détaillée à la page 8 du présent document.

Il n'a pas été consenti d'options d'achat d'actions pour l'année 1996.

Au titre de 1995, conformément à la décision prise par le Conseil d'Administration du 10 octobre 1995, il avait été consenti 121 000 options d'achat d'actions à certains membres des organes de direction, au prix de souscription de 481 francs, correspondant à 95 % de la moyenne des cours d'ouverture des 20 séances de Bourse précédant le 10 octobre 1995. Au 31.12.96, aucun bénéficiaire n'a exercé ses options.

Rapport annuel 31/12/1996 (p.41)

6-4 RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

La rémunération versée aux 34 membres des organes de direction au cours de l'exercice 1997 s'élève à 71 084 549 francs. La composition de ces organes de direction est détaillée à la page 8 du présent document.

Rapport annuel 31/12/1997 (p.49)

3-11 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions, constituées selon les modalités indiquées à la note 2-10, ont évolué comme indiqué ci-dessous :

(en MF)	01.01.97	Variation de périmètre	Augmentations	Diminutions	31.12.97
Provisions pour litiges	94	3	82	55	124
Provisions relatives aux sociétés apparentées	0	-	11	1	10
Autres provisions	59	8	330	44	353
Total	153	11	423	100	487

Les 487 MF de provisions pour risques et charges se répartissent en 198 MF pour risques avec des sociétés privées et des particuliers, 37 MF pour risques avec des administrations et 252 MF de quote part négative des sociétés mises en équivalence en 1997 (note 1.3).

Rapport annuel 31/12/1997 (p.47)

Anciens mandats sociaux liés à ses fonctions

CIBY DROITS AUDIOVISUELS

RCS 381 665 439
(1992- 06/1996)

TELEVISION FRANCAISE 1 (TF1)

RCS 326 300 159
(1993-07/1997)

SBP INVESTISSEMENTS

RCS 378 795 421
(1990-1995)

Filiale de la Société de Banque Privée

TF1 PUBLICITE

RCS 311 473 383
(1993-07/1997)

TF1 ENTREPRISES

RCS 334 150 810
(1993-07/1997)

TELE SHOPPING

RCS 342 237 302
(1994-07/1997)

UNE MUSIQUE

RCS 348 001 082
(1994-07/1997)

Des stock-options et des jetons de présence ont pu compléter sa rémunération. A fin 1996, aucun des 40 dirigeants bénéficiaires n'avait souhaité exercer les options d'achat consenties en 1995. A fin 1997, deux bénéficiaires les avaient exercées.

Au titre de 1995, conformément à la décision prise par le Conseil d'Administration du 10 octobre 1995, il avait été consenti 115 500 options d'achat d'actions à certains membres des organes de direction, au prix de souscription de 481 francs, correspondant à 95% de la moyenne des cours d'ouverture des 20 séances de Bourse précédant le 10 octobre 1995. Au 31.12.97, deux bénéficiaires ont exercé leurs options d'achats d'actions à hauteur de la quotité disponible.

Rapport annuel 31/12/1997 (p.49)